Sur l'appel ATTAC/Fondation Copernic

Au moment où nous allions boucler ce numéro, nous recevons l'appel lancé sous l'égide de l'association ATTAC et de la Fondation Copernic, intitulé « Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites ». D'emblée relayé par *Le Monde* et les journaux de « gauche », il est signé par près de 400 économistes, intellectuels, responsables syndicaux (de la FSU, de SUD, de la CGT, mais aucun dirigeant confédéral), représentants de partis politiques « de gauche » — mais à la fois des partis bourgeois (comme Cécile Duflot pour les Verts ou des dirigeants de la gauche du PS), des partis réformistes (PCF, PG) et… du NPA (dont Olivier Besancenot).

Certes, cet appel dénonce à juste titre les axes du projet de contre-réforme concocté par Sarkozy et s'oppose à la propagande fondée sur l'argument soi-disant démographique et la prétendue fatalité des problèmes de financement ; cela montre que, un mois et demi après le 23 mars, les responsables de « la gauche » ont enfin décidé de faire quelque chose contre la réforme annoncée de Sarkozy.

Pour autant, cet appel ne fournit nullement un cadre correct pour la mobilisation des travailleurs, mais pourrait même devenir dangereux. C'est pourquoi on ne peut que regretter que les dirigeants du NPA qui l'ont signé contribuent, une fois de plus, à semer la confusion politique. Non seulement, en effet, cet appel ne dénonce pas les négociations en cours des directions confédérales avec Sarkozy, mais il ne propose aucune revendication positive, aucun appel à la mobilisation des travailleurs et aucune stratégie de lutte, s'achevant uniquement par l'annonce d'« appels locaux » et de « réunions publiques ». Il s'agit d'un appel « citoyenniste » et non d'un point d'appui pour la lutte de classe. Il s'apparente de ce point de vue à l'appel contre la privatisation de la poste qui, axé sur la supplique d'un « référendum » à Sarkozy, avait abouti à la « votation citoyenne » du 3 octobre… mais surtout à une impasse politique totale, parce que le Collectif national poste avait refusé de se battre pour la grève générale des postiers et même simplement pour une manifestation nationale à Paris (cf. *Au CLAIR de la lutte* n° 4, nov.-déc. 2009). Le danger de l'appel ATTAC/Copernic sur les retraites est donc qu'il débouche de la même façon sur l'appel à un référendum qui serait un obstacle à la mobilisation de classe des travailleurs.

Face à cet appel, les révolutionnaires doivent donc dire que la seule façon de combattre efficacement Sarkozy, de se donner toutes les chances de le vaincre, c'est de préparer l'affrontement central par les méthodes de la lutte de classe, jusqu'à la grève générale. Il en résulte que les « collectifs unitaires » qu'il s'agit de créer dans les entreprises, les établissements et les quartiers populaires, ne sauraient être fondés sur la base de cet appel, mais doivent définir des revendications claires et des méthodes de lutte efficaces pour les travailleurs. Il est hors de question de mettre en place des coquilles vides servant de lieux de palabres à des politiciens bourgeois ou à des bureaucrates, mais il faut des collectifs permettant l'auto-organisation des travailleurs et se fédérant dès que

possible à tous les niveaux, avec le soutien des syndicats et partis qui se réclament de la défense de leurs intérêts s'ils participent activement à la lutte. Il n'y aura pas d'autre voix pour imposer à la fois la rupture des dirigeants syndicaux avec les « négociations » de l'Élysée, le front unique des organisations du mouvement ouvrier et la grève générale.

Ludovic Wolfgang, le 17 avril 2010